



COMMUNIQUE DE L'USP du 13 septembre 2019

Bien accueillir, ça urge !

L'USP apporte son soutien total aux personnels des urgences en grève depuis plusieurs mois et au Collectif Inter-Urgences réuni le 10 septembre à Saint-Denis. Le Collectif Inter-Urgences demande : l'arrêt immédiat de la suppression des lits et leur réouverture autant que de besoin, l'augmentation des effectifs ainsi que la revalorisation des salaires des paramédicaux, agents techniques et administratifs des hôpitaux. Ce combat est aussi le nôtre.

Les annonces faites par la ministre le 9 septembre sont totalement insuffisantes ; elles ne font qu'illustrer sa méconnaissance des difficultés que traverse aujourd'hui l'hôpital public. À l'heure où Madame Buzyn n'accepte de réalité que ce qui est « prouvé scientifiquement », il semble qu'elle n'ait eu à ses côtés que des experts dont l'incompétence serait facile à démontrer. Elle a reconnu elle-même que les 750 millions d'euros promis sur trois ans ne feraient pas l'objet d'une dotation supplémentaire, mais seraient simplement ponctionnés ailleurs. Puisque son unique but, sa seule obsession est de garder un budget constant pour l'hôpital, c'est-à-dire de maintenir une politique d'austérité impitoyable, alors que notre système de santé vit partout une crise explosive. Bref, son remède vise à tuer l'hôpital public.

L'hôpital, ses patients et ses professionnels, n'en peuvent plus d'« optimiser » et de « rationaliser » !

Aujourd'hui, l'USP dénonce l'état de délabrement de la psychiatrie publique et particulièrement la casse de la politique de secteur, qui s'opère progressivement, amenant à des fermetures et regroupements de structures de soins (unités d'hospitalisation, centres médico-psychologiques, CATTP, hôpitaux de jour). L'impossibilité d'accueil des patients dans des délais raisonnables amène les professionnels à les diriger vers des services d'urgence déjà saturés ; là, ces patients attendront des heures, dans des conditions de tension insupportable. Cela aboutit pour les personnes hospitalisées à un recours massif aux traitements sédatifs, aux contentions et aux mesures de soins sous contrainte, particulièrement en SPI (soins en péril imminent - sans tiers demandeur).

L'USP demande une politique de soins psychiatriques basée avant tout sur l'accès aux soins de proximité et la nécessaire continuité des soins en ambulatoire. Ce sont les deux piliers de la politique de secteur que nous voulons réinventer.

L'USP exige, comme les soignants des urgences en lutte, l'arrêt des fermetures de structures hospitalières et l'augmentation des effectifs médicaux, paramédicaux, administratifs et techniques. Cette exigence simple est seule à même de nous permettre, aux urgences comme en psychiatrie et ailleurs, d'assurer un accueil des patients digne, inconditionnel et basé sur la relation entre humains.

Pour l'USP,

Docteur Delphine Glachant